

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Ueli Maurer

3

VOTATION POPULAIRE DU 9 FÉVRIER 2014

Le président de la Confédération n'a pas perdu de son franc-parler



Projet FAIF: Non

6

Un véritable cadeau empoisonné sur le dos des automobilistes.



Salaire minimum

7

Le salaire minimum attirera encore plus d'immigrés peu qualifiés.



**BIEN PLUS QU' UNE
IMPRIMERIE ...**

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten

T 062 205 75 75 F 062 205 75 00 www.dietschi.ch



La démesure nuit à la Suisse

**Stopper l'immigration
massive OUI**



CP 60-167674-9

Savoir garder le sens de la mesure est une excellente règle de vie. Car la démesure conduit tôt ou tard au désastre.

Ce constat vaut aussi pour la politique d'immigration. Une immigration raisonnable de travailleurs étrangers est utile à tout le pays. Les entreprises suisses peuvent ainsi combler les lacunes dans

leurs effectifs et faire venir des spécialistes. En revanche, un afflux incontrôlé d'étrangers est nuisible à tous. Il mine les bases de notre succès, de notre qualité de vie et de notre culture.

Le 9 février 2014, OUI à l'initiative populaire «Contre l'immigration de masse»

L'UDC dans la presse suisse de décembre 2013



Le mot du président

La Suisse aura besoin de l'UDC en 2014 !



L'année 2014 sera une année décisive. Afin de pouvoir l'affronter de toutes nos forces et avec l'énergie nécessaire, je vous souhaite à toutes et à tous une bonne santé et beaucoup de vigueur pour la nouvelle année.

Deux votations importantes auront lieu le 9 février.

Initiative contre l'immigration de masse : La Suisse ne peut plus réguler et contrôler elle-même l'immigration démesurée. À présent, même les demandeurs d'emploi obtiennent l'autorisation de se rendre dans notre pays. La prospérité de la Suisse est mise à rude épreuve. Seul un oui à l'initiative sur l'immigration de masse permettra à la Suisse de décider à l'avenir elle-même qui peut venir dans notre pays et pour combien de temps.

FAIF : La Confédération veut imposer par un coup de force un projet à 6.4 milliards pour le financement de l'infrastructure ferroviaire. On nous annonce dans ce cadre une augmentation de la TVA, une limitation des déductions pour pendulaires et un détournement définitif des fonds de la route au profit du rail. Notre réponse claire le 9 février sera un Non au projet FAIF.

D'autres votations importantes nous occuperont également

Grippen : En sa qualité d'État neutre et indépendant, la Suisse a besoin d'une armée de milice armée pour défendre ses intérêts. L'UDC soutient l'achat de nouveaux avions de combat. Cet investissement dans la sécurité des 30 prochaines années nous coûtera moins cher que ce que nous dépensons en une année pour l'asile.

Initiative sur le salaire minimum : La politique salariale des entreprises privées n'est pas l'affaire de l'État. Pourtant, en Allemagne, le gouvernement dominé par la coalition CDU-SPD a fixé un salaire horaire minimum de 8.50 € (11 francs). On prévoit en Suisse un salaire minimum de 4000 francs.. Si nous voulons renforcer encore le problème de l'immigration de masse, rien de plus efficace que d'accepter l'initiative sur le salaire minimum, cette initiative irresponsable en faveur de l'immigration.

Toni Brunner

Toni Brunner, conseiller national, président UDC Suisse

«Mériter le respect»

Tout au long de son mandat de président de la Confédération, Ueli Maurer a émis des déclarations claires et donné le ton. Il a en particulier critiqué à de nombreuses reprises la pression exercée sur la Suisse par les grands pays et les organisations internationales. Retour sur l'année présidentielle écoulée, à travers quelques citations.

«Paysage médiatique suisse»

«Dans le paysage médiatique suisse, on constate une sorte d'uniformisation spontanée... On parle souvent de la diversité des titres de presse, qui serait importante et menacée. On réclame des mesures de soutien. J'y suis opposé. Ce qui est important, c'est la diversité des idées, des opinions. La diversité des titres est une mascarade, lorsqu'on lit partout la même chose.»

Le rôle des médias dans la démocratie libérale, discours au congrès Schweizer Medien, le 13 septembre 2013 à Interlaken



«Ils acceptent de moins en moins les plus petits»

Discours du président de la Confédération Ueli Maurer à l'occasion de la 68e Assemblée générale des Nations-Unies, le 24 septembre 2013 à New York

«En tant que représentant d'un pays neutre ayant une longue tradition humanitaire, j'observe avec inquiétude un retour à la politique d'hégémonie. Je remarque que les grands États misent de plus en plus sur leur puissance et sur leur taille. Ils acceptent de moins en moins les plus petits comme des partenaires de même valeur. »»

«S'inspirer de ce succès»

«Si aujourd'hui la Suisse s'en sort bien économiquement en comparaison internationale, c'est grâce à notre système libéral. D'où mon interrogation : ne vaudrait-il pas mieux que les autres États s'inspirent de ce succès, plutôt que de vilipender et de combattre notre ordre juridique ?»

Diversité, concurrence et « résilient dynamism », conférence donnée au World Economic Forum du 23 janvier 2013 à Davos



«Ses valeurs et ses racines»

«Un pays sans agriculture, un pays sans paysans perd ses liens avec le passé, avec la nature, avec les traditions, les coutumes, le terroir – et perd ainsi ses valeurs et ses racines.»

Réflexions sur la sécurité de l'approvisionnement alimentaire, discours à l'ouverture de la foire agricole OLMA, le 10 octobre 2013 à Saint-Gall



4 Contre l'immigration de masse: OUI

Retrouver la juste mesure

par Manfred Bühler, candidat au Conseil-exécutif, Cortébert (BE)

Depuis 10 ans, la population suisse augmente fortement. Nous avons atteint la barre des 8 millions et il est prévu quelque 10 millions

d'habitants vers 2035. Nous devons accueillir en Suisse, année après année, l'équivalent de la population de la Ville de Lucerne. Or, nous sommes le pays le plus densément peuplé d'Europe. Pouvons-nous absorber cette croissance à long terme ?

L'augmentation de la population est certainement un des plus grands défis de notre futur. En tant que pays avec un niveau de vie élevé, la Suisse est attractive. La situation économique désastreuse dans presque toute l'Europe rend notre patrie encore plus attractive.

Certes, notre économie a besoin de main d'œuvre qualifiée. Une partie de ces personnes doit être recrutée à l'étranger. La question est toutefois de

savoir si nous n'avons pas perdu la bonne mesure.

Vivrons-nous mieux si nos villages comptent 1'000 habitants au lieu de 800? Avancerons-nous mieux sur l'autoroute Lausanne-Genève si l'arc lémanique compte encore 20% de population supplémentaire ? Trouverons-nous encore une place dans le train si autant de personnes en plus veulent se rendre au travail chaque matin ?

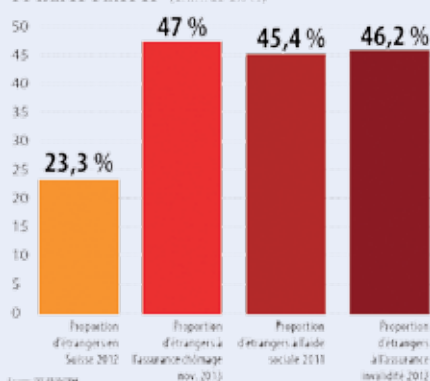
Si vous répondez non à ces questions, alors il est évident que la Suisse doit reprendre en main le contrôle de la migration. Une croissance maîtrisée de la population et de l'économie agit pour le bien de notre pays. Oui à l'initiative contre l'immigration de masse le 9 février 2014.



LE SAVIEZ-VOUS ?

«Près d'un bénéficiaire social sur deux en Suisse est étranger.»

Proportion d'étrangers dans des institutions sociales suisses (chiffres en %)



«Oui à l'indépendance»



«Voter OUI à l'initiative contre l'immigration massive c'est voter OUI à l'indépendance de la Suisse!»

Albert Leimgruber, éditeur et rédacteur, La Corbaz (FR)



«Sauver la Suisse»

«Voter oui à l'initiative «contre une immigration de masse» c'est sauver les Suisses et notre Suisse du naufrage économique européen en cours actuellement.»

Aline Laubier, secrétaire administrative, Courgenay (JU)

LE SAVIEZ-VOUS ?

«On commence à se sentir serré dans notre pays. Chaque seconde 1,1m2 de terre cultivable est perdu.»



LE SAVIEZ-VOUS ?

«Chaque année, les 80 000 immigrants génèrent 42 000 voitures supplémentaires sur nos routes, surchargeant ainsi nos infrastructures.»



LE SAVIEZ-VOUS ?

«Les besoins en habitation des 80 000 immigrants correspondent à une surface équivalente à 4 448 terrains de football par année.»



LE SAVIEZ-VOUS ?

«1 864 699 étrangers vivaient en Suisse à la fin du mois d'août 2013, soit davantage que toute la Suisse romande compte d'habitants.»



La démesure nuit à la Suisse

Stopper l'immigration massive
OUI



CP 60-167674-9



NON au FAIF, ce miroir aux alouettes !

Le projet de financement et d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF) est un véritable miroir aux alouettes. Le subventionnement limité dans le temps des transports ferroviaires par les automobilistes sera désormais ancré dans la Constitution pour toujours. En plus, la collectivité devra se saigner au profit d'un système de transports publics aberrant, à travers des augmentations d'impôts.

Le trafic ferroviaire cause de nombreux soucis financiers. Malgré des subventions chiffrées en milliards, financées par les automobilistes et la caisse fédérale, il ne s'en sort pas. Le nombre de passagers et la quantité des marchandises ont beau augmenter, la majeure partie des transports, soit plus de 75%, ont lieu par la route. S'agissant de l'autofinancement, le tableau n'est guère plus réjouissant. Alors que la route se finance elle-même, les transports publics n'y parviennent pas même à moitié. La différence est comblée par un financement transversal, à travers les recettes issues de la route et les impôts de nous tous.

Le financement transversal et l'aberration des TP perdurent

Le projet FAIF ancrerait même ce subventionnement transversal, choquant et critiqué depuis des années, dans la Constitution. Une planification sérieuse et la modération dans les dépenses du rail deviendraient ainsi obsolètes, puisque le découvert est compensé par d'autres. Cela ne va pas ! Un autre aspect particulièrement choquant de ce projet est que le montant, déjà élevé, des investissements pour le développement est passé de 3,5 milliards CHF à la somme exorbitante de 6,4 milliards CHF. On est donc loin de voir la fin de cette démesure dans les transports publics. Une fois le véhicule de financement FAIF en place, d'autres projets pour le trafic ferroviaire suivront tout naturellement. En effet, après une première étape de développement, le projet recèle d'autres projets et plans pour la réalisation de nouvelles étapes.



Le Conseil fédéral voulait aménager le réseau ferroviaire pour un montant de 3,4 milliards de francs. Le Parlement a presque doublé cette dépense en la portant à 6,4 milliards!

Les conséquences pour les contribuables:

- 👉 6,4 milliards pour un aménagement démesuré et exclusif du réseau ferroviaire!
- 👉 hausse de la TVA pour tous!
- 👉 pillage des automobilistes en limitant à 3000 francs au maximum la déduction fiscale des frais des pendulaires!

Donc, le 9 février

FAIF NON

www.faif-non.ch

Financement équitable des transports ? Si seulement !

Aux dires des partisans, le projet FAIF permettrait un financement équitable des transports. Équitable pour qui ? Pour les millions d'automobilistes qui financent les transports publics depuis des années par les taxes et impôts qu'ils versent ? Pour la population des régions périphériques et de montagne, qui devrait participer, sans contrepartie, au financement des projets de transports publics dans les villes et les agglomérations, et qui par-dessus le marché serait pénalisée par une restriction de la déduction fiscale pour pendulaire ? Ne nous leurrons pas : le rail ne sera jamais autofinancé, et le FAIF ne fait que torpiller

toute démarche en ce sens. En raison du pillage continu des fonds de la route, les infrastructures routières ont été de manière éhontée négligées durant des années. La conséquence à cela est que nous avons chaque année 20'000 heures de bouchons, qui nous causent un dommage économique annuel de près de 2 milliards CHF. Est-ce vraiment ça que nous voulons ? La réponse est clairement NON !



par Walter Wobmann,
conseiller national,
Gretzenbach (SO)

Mieux vaut du travail qu'un salaire minimum

L'initiative populaire « Pour la protection de salaires équitables », dite « initiative sur le salaire minimum », exige que la Confédération et les cantons prennent des mesures pour protéger les salaires sur le marché du travail. Elle réclame premièrement un salaire minimum de Fr. 22.- l'heure et, deuxièmement, la promotion de l'inscription d'un salaire minimum dans les conventions collectives de travail (CCT).

On ne saurait guère s'opposer aux objectifs déclarés de l'initiative, à savoir la réduction de la pauvreté, la lutte contre la sous-enchère salariale et la préservation de la paix sociale en Suisse. Mais à quoi sert un salaire minimum, quand on n'a pas de travail ? Les mesures proposées sont inadéquates et néfastes pour notre économie. Elles ont pour conséquence que :

- **les travailleurs peu qualifiés et les personnes débutant dans une profession sont évincés du marché du travail**, parce que leurs postes sont supprimés pour des raisons de rationalisation
- **le système de formation dual est mis en péril**, parce que chaque jeune en fin de scolarité se demandera s'il veut vraiment commencer un apprentissage, ou plutôt entrer directement dans la vie professionnelle pour environ Fr. 4'000.-/mois
- l'attrait de la Suisse comme pays d'immigration pour les personnes peu qualifiées augmentera, car **un salaire minimum de Fr. 22.-/heure est disproportionnellement élevé en comparaison internationale** ; deux fois supérieur à celui fixé chez nos voisins allemands (€ 8.50)
- **les différences de coût de la vie et donc les charges salariales et de production des régions périphériques et de montagne, ou encore du canton du Tessin, par ex-**



Le salaire minimum attirera encore plus d'immigrés peu qualifiés dans notre pays. Ainsi, beaucoup d'employés vont perdre leur place de travail. En conséquence, le chômage va augmenter.

emple, ne pourront plus être prises en compte

- **cela encouragera le travail au noir**, parce que les emplois qui n'apporteront pas une création de valeur suffisante passeront dans l'illégalité
- **la compétitivité de notre économie en souffrira**, car il faudra payer des salaires inférieurs à la création de valeur apportée, mais nettement supérieurs à ceux de nos concurrents étrangers
- **le partenariat social sera mis à mal**, parce que la liberté contractuelle sera restreinte et parce qu'il ne pourra être tenu compte des besoins individuels des branches

ou des régions. Les syndicats allemands se sont prononcés contre des salaires minimaux parce qu'ils craignaient une perte d'influence et de pouvoir. Leurs collègues suisses s'accommodent de ce risque, à condition que la promotion étatique des CCT préserve l'effectif de leurs membres.

Le Conseil fédéral propose le rejet de l'initiative populaire sans contre-projet. Le Conseil des États l'a suivi par 29 voix contre 12, le Conseil national par 137 voix contre 56 et 2 abstentions.



par Hansruedi Wandfluh,
conseiller national,
Frutigen (BE)

8 Contre l'immigration de masse: OUI

Cinq entrepreneurs ont clairement défendu l'initiative populaire « Contre l'immigration de masse » à l'occasion de la conférence de presse du 19 décembre 2013. Franc-parler vous livre les extraits.

«Les mêmes menaces qu'en 1992»

par Christoph Blocher, conseiller national

Le bien de tous et la cupidité de certains

Extrait de l'exposé d'Adrian Amstutz, président du groupe UDC

La démesure fait toujours des dégâts. C'est vrai pour les rémunérations démesurées que s'offrent certains managers, pour le gaspillage démesuré d'argent des contribuables par la politique, pour l'endettement démesuré des Etats ou encore pour l'immigration démesurée dont nous subissons tous les jours les effets nuisibles.

Chaque citoyenne et chaque citoyen doit donc se poser les questions suivantes:

- + qu'est-ce que l'immigration démesurée depuis 2007 m'a apporté personnellement?
- + Ai-je plus d'argent dans mon portemonnaie?
- + Puis-je m'offrir davantage?
- + Puis-je trouver sans problème un logement à un loyer abordable?

- + Les trains sont-ils bondés et les routes bouchées?
- + Faut-il que la Suisse continue d'être bétonnée au rythme actuel?
- + Est-il souhaitable que le chômage et la pression sur les salaires progressent?
- + Suis-je d'accord que la population de la Suisse passe à 10 millions d'habitants?

Celles et ceux qui s'inquiètent devant ce développement démesuré et qui veulent contraindre le Conseil fédéral à négocier avec l'UE sur la gestion de l'immigration, votent clairement OUI à l'initiative «contre l'immigration de masse».

Les mêmes menaces qu'en 1992

Extrait de l'exposé de Christoph Blocher, conseiller national

La libre circulation des personnes est confortable pour nous autres chefs



Conférence de presse des entrepreneurs 2013 à Berne. La démesure de l'immigration et finalement la prospérité de la Suisse.

d'entreprise, parce que nous pouvons recruter des employés parmi 500 millions d'Européens et non seulement, en premier lieu, parmi 8 millions de Suisses. La disposition à travailler en Suisse est quasi illimitée en raison du niveau nettement plus élevé tant des salaires que des prestations sociales et d'assistance.

La poursuite de la libre circulation des personnes finira par ruiner la Suisse. En des périodes économiquement difficiles, qui viendront forcément, cette libre circulation des personnes provoquera des tensions sociales graves dont on ignore encore les conséquences dangereuses.

Les menaces du Conseil fédéral et de l'organisation économiquesuisse sont à placer au même niveau que celles qui précédaient en 1992 le refus populaire de l'adhésion à l'EEE/UE et qui avaient fait dire à ces mêmes milieux le jour de la votation «La Suisse est perdue!».



En faveur de l'initiative « contre l'immigration de masse » du 19 décembre
La situation actuelle menace notre liberté et notre sécurité, le plein emploi, nos pay-
suisses.

Aujourd'hui, vingt ans après le non à l'EEE/UE, la Suisse se porte mieux que tous les pays de l'UE.

En 2000, ces mêmes milieux ont prédit au peuple suisse qu'il n'y aurait que 8000 immigrants de plus que d'émigrants. Ils étaient 80 000 en moyenne annuelle durant les cinq ans écoulés! Il n'y a aucun crédit à accorder aux menaces et aux prédictions du Conseil fédéral, des associations économiques et des syndicats.

«Les effets sur les salaires d'une telle liberté de circuler sont aussi évidents. Nous connaissons tous cette règle: plus il y a de cerises sur le marché, moins elles sont chères.»

par This Jenny, conseiller aux Etats

Stopper la perte des terres cultivables

Extrait de l'exposé de Guy Parmelin, conseiller national

80'000 personnes de plus annuellement génèrent des conséquences très concrètes en matière de surfaces de terrain qui sont définitivement perdues pour l'approvisionnement du pays ; si cette tendance lourde se poursuit, cela va accroître fortement notre dépendance envers l'étranger avec tous les risques que cela suppose (nous sommes déjà les champions du monde des importations nettes de denrées alimentaires).

L'agriculture suisse emploie 20 000 travailleurs d'origine étrangère; l'initiative laisse cependant suffi-

samment de marge de manœuvre pour des autorisations de travail comme c'était le cas dans le passé. En outre, les autorisations dites de court séjour présentent plusieurs avantages : les personnes retournent dans leur pays à l'échéance de leur contrat ; la charge sur nos assurances sociales, en particulier l'assurance-chômage est insignifiante; les salaires gagnés dans notre pays profitent directement et concrètement à leurs pays respectifs.

Il est grand temps que la Suisse gère à nouveau son immigration

Extrait de l'exposé de Thomas Minder, conseiller aux Etats sans parti

L'immigration forte et incontrôlée en provenance de l'UE préoccupe depuis de nombreuses années les citoyens de notre pays. A juste titre, car en 50 ans la population de la Suisse a doublé pour passer de 4 à 8 millions de personnes et le trafic de personnes a quadruplé durant cette même période. La population résidente a augmenté l'an passé de plus de 84'000 personnes dont 73 300 immigrants. Nous avons donc à faire à une croissance de 1,1%. A côté de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande, nous sommes un des pays d'immigration les plus attractifs du monde. La densité démographique de la Suisse est très élevée avec 195 personnes au km² et la surface occupée est de 400 m² par personne.

Chaque seconde un mètre carré de terre cultivable est bétonné. Ce constat devrait donner à réfléchir surtout aux partis politiques qui se prétendent écologistes.

PLUS D'INFORMATIONS

WWW.immigration-massive.ch

PREMIERE MONDIALE: NEW SUZUKI SX4 S-CROSS

DES **Fr. 19 990.-**

metzgerlehner



- › **Le casseur de prix compact**
Grande classe, petit prix
- › **La voiture familiale favorite**
Agréable, spacieuse et sobre
- › **Le crossover polyvalent**
A la fois van, break et SUV
- › **Le sportif efficace**
Hautes performances et basse consommation
- › **Le point de mire stylé**
Design crossover attirant
- › **Le tout-terrain intelligent**
Système de transmission 4x4 à 4 modes ALLGRIP
- › **Le transporteur audacieux**
Jusqu'à 1269 litres de volume de chargement
- › **Le Swiss Cross le plus compact**
Idéal pour la Suisse
- › **La vue la plus généreuse**
Toit ouvrant panoramique en verre exceptionnel
- › **La nouvelle référence**
Equipelement exclusif, innovations uniques en leur genre



La nouvelle Suzuki SX4 S-CROSS 4x4 est plus qu'une première mondiale: elle en réunit plusieurs et redéfinit la classe crossover. Par exemple avec le système de transmission 4x4 ALLGRIP révolutionnaire à 4 modes. Celui-ci séduit par sa technologie ultramoderne et ses fonctions pratiques. **Auto:** dès que c'est nécessaire, le système passe automatiquement en mode ALLGRIP 4x4. **Sport:** idéal pour les parcours sinueux et les caractères sportifs. **Snow:** idéal sur la neige et les chaussées glissantes. **Lock:** idéal pour les situations délicates. Le couple maximal est transmis aux 4 roues de manière optimale.

Equipelement exclusif par exemple du New SX4 S-CROSS GL TOP. Stop-start automatique (seul. boîte manuelle), climatisation automatique 2 zones, système navigation & multimédia avec caméra de recul, Bluetooth avec dispositif mains libres, volant gainé cuir avec touches de commande du système audio et du tempomat, Keyless Entry & Start/bouton de démarrage, capteurs de parking avant & arrière, sellerie cuir, capteur de pluie, phares bi-xénon, feux de jour (LED), toit ouvrant panoramique, vitres teintées, aide au démarrage en côte, jantes en alliage léger 17", sièges avant chauffants.

Rouler Suzuki, c'est économiser du carburant: New Suzuki SX4 S-CROSS 1.6, Fr. 19 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 5.5l/100km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO₂: 127g/km; **photo:** New Suzuki SX4 S-CROSS 1.6 GL Top 4x4, Fr. 31 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 5.7l/100km, catégorie de rendement énergétique: D, émissions de CO₂: 130g/km; moyenne pour l'ensemble des marques et modèles de voitures neuves en Suisse: 153g/km.



Votre revendeur spécialisé Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de Suzuki Hit-Leasing répondant à vos besoins personnels. **Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.**

Le N°1 des compactes



SUZUKI

Way of Life!

www.suzuki.ch

Le financement de l'avortement est privé

Le but de l'initiative est d'alléger le catalogue des prestations de l'assurance-maladie obligatoire. Il est incompréhensible que, malgré l'augmentation des primes, on n'ait pas supprimé depuis longtemps toutes les prestations inutiles. L'avortement n'étant pas une maladie, il ne devrait pas être pris en charge par la collectivité.

Au cours de la dernière législature, l'UDC a déposé une série d'interventions parlementaires visant la suppression des prestations inutiles de l'assurance de base. L'initiative constitue une étape supplémentaire de l'épuration de la longue liste de prestations inappropriées, alors que nombre de familles peinent à payer les primes d'assurance-maladie. Les plus de 11'000 avortements pratiqués chaque année en Suisse représentent un coût estimé entre 15 et 20 millions de francs. Relevons que ce chiffre n'inclut pas les frais, parfois très importants, liés au traitement des souffrances psychiques ou physiques consécutives à l'avortement. Au vu de ces montants, l'objectif prioritaire des politiciens de la santé devrait être de réduire le nombre de grossesses non désirées et d'avortements.

Renforcer la responsabilité individuelle

Il est inacceptable que des personnes soient contraintes de cofinancer, à travers leurs primes, les avortements d'autrui. Nous nous devons de garantir dans notre pays la liberté individuelle et le respect des valeurs éthiques. L'initiative ne remet toutefois pas en question la possibilité même de l'avortement. Une assu-



C'est pourquoi, le 9 février 2014 :

www.affaireprivee.ch

Oui

**Cofinancer des avortements ?
Jamais de la vie !**

à «Financer l'avortement est une affaire privée»

«Celle qui prend une décision elle-même doit aussi payer de sa poche.»

rance complémentaire peut couvrir ce risque. Par ailleurs, la caisse maladie continuera de prendre en charge l'avortement en cas de viol ou de détresse de la femme. L'accès gratuit et aisé à l'interruption de grossesse dans tous les cas banalise cependant la gravité de l'atteinte au corps de la femme, faisant abstraction des difficultés psychologiques qu'engendre un avortement pour les personnes concernées. Un conseil global et une information sur les alternatives, avec la participation des parents, des médecins et autres spécialistes ainsi que de l'environnement personnel seraient cruciaux pour permettre aux femmes confrontées à une grossesse non désirée de résoudre leurs problèmes.

Comparaison avec l'étranger

Une étude de grande ampleur menée aux États-Unis montre que si l'on supprime le financement public de l'avortement, le nombre de grossesses non désirées et, en conséquence, celui des avortements diminue. Le renforcement de la responsabilité individuelle s'avère efficace. Par ailleurs, en Autriche, les avortements ne sont pas non plus payés par la collectivité. L'exemple de l'Autriche montre justement que, même sans financement public de l'avortement, aucune femme ne se retrouve en situation de détresse. Qui dit autodétermination, dit responsabilité individuelle. Celle qui prend une décision elle-même doit aussi payer de sa poche.



par Andrea Geissbühler,
conseillère nationale, Bâriswil (BE)

PLUS D'INFORMATIONS

WWW.affaireprivee.ch



14^e Coupe nationale UDC de yass

avec le conseiller fédéral Ueli Maurer
et des conseillers nationaux et aux
Etats UDC

Samedi, 22 février 2014

10.15 – 16.00 heures 9.00 heures
ouverture des portes

**à la Kaserne Reppischtal,
Birmensdorf ZH**

Genre de jeu

Schieber avec partenaire tiré au sort.
4 passes à 12 jeux, 48 jeux comptés.

Types de cartes

Cartes françaises et alémaniques.

Prix

Belle planche de prix. Chaque participant reçoit
un cadeau. Challenge pour le vainqueur

Concours d'estime:

1er prix Fr. 300.-; 2e prix Fr. 200.-; 3e prix Fr.
100.-

Finance d'inscription

- La finance d'inscription: Fr. 30.-
La finance d'inscription est versée à l'entrée
- Repas de midi: Fr. 25.-
Bons en vente à la caisse vers l'entrée

Participants

Tous les politiciens UDC, membres de l'UDC,
sympathisants de l'UDC et amateurs de yass sont
cordialement invités à cette sympathique
manifestation.

Inscription

Pour faciliter notre organisation, nous vous
prions de vous annoncer le plus rapidement
possible avec le talon ci-dessous par courriel, par
courrier postal ou par fax (nombre de places
limité).

Date limite: 14 février 2014

Organisation

UDC du district de Dietikon ZH sous la direction
de Hans Egloff, président du CO, et du conseiller
national Felix Muri.

Chef du tournoi: Christian Zürcher



Talon d'inscription

Je m'inscris à la 14^e Coupe nationale UDC de yass de samedi, 22 février 2014:

☐ Cartes françaises

☐ Cartes alémaniques

☐ Egal

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

NP Lieu: _____

Tél.: _____

Courriel ou fax: _____

Inscription jusqu'à 14 février 2014 au :
Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne
Tél. 031 300 58 58 - Fax 031 300 58 59 - Courriel: betschart@svp.ch

Unis dans la campagne

Plus de 500 personnes se sont retrouvées le 23 novembre 2013 à Reiden (LU) pour l'assemblée des délégués de l'UDC. La consigne de vote sur l'initiative « Contre l'immigration de masse » était au cœur de cette journée. Après les discours riches en enseignement du président de la Confédération Ueli Maurer, du vice-président de l'UDC Luzi Stamm et du président du groupe parlementaire UDC Adrian Amstutz, les délégués ont attentivement suivi la table ronde qui a réuni les partisans et opposants de l'initiative. Finalement, ils ont unanimement recommandé d'approuver l'initiative « Contre l'immigration de masse ».



Le président du parti Toni Brunner (tout à gauche) ouvre la table ronde sous la direction de Patrick Müller (au centre), rédacteur en chef de Schweiz am Sonntag. Y participent, Valentin Vogt, président Union patronale suisse, Ruth Humbel, conseillère nationale PDC, Eric Nussbaumer, conseiller national PS, Verena Herzog, conseillère nationale UDC, Adrian Amstutz, président du groupe parlementaire UDC (de gauche à droite).



Hannes German, président du Conseil des Etats

Hannes Germann représente le canton de Schaffhouse depuis 11 ans au Conseil des Etats. Le 25 novembre 2013 il a été élu à la présidence du Conseil des Etats pour l'année 2014. Toutes nos félicitations.

Qui est Hannes German ?

- Opfertshofen (SH)
- Marié, 2 enfants
- Loisirs: lecture, ski, jogging, football ainsi que musique et culture
- Formation : rédacteur économique, économiste d'entreprise, premier métier: enseignant

14 Shop UDC



Commandez en ligne:
www.udc.ch

..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc.	... allemand.

Nom: _____ Prénom: _____
 Adresse: _____ NPA: _____ Lieu: _____
 Mail: _____ Téléphone: _____

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à gs@svp.ch



ICI VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

**Votre annonce pleine page lue
par 10'000 lecteurs romands pour
Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

**ICI VOTRE ANNONCE
DANS LES JOURNAUX DE
L'UDC FRANC-PARLER ET
SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue
par 10'000 lecteurs romands pour
Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Grangier | Crédit images: UDC Suisse, Services du Parlement 3003 Berne, DDPS 3003 Berne, Peter Schaub, iStock, Manfred Bühler, Wikipedia.org, Albert Leimgruber, Aline Laubier, Sandrine Ott.

Extraits de la session

La session d'hiver 2013 s'est déroulée du 25 novembre au 13 décembre. Malgré quelques défaites, la fraction UDC est également parvenue à convaincre sur quelques points importants. Voici une sélection des objets traités durant la session.

Ce que l'UDC a obtenu :

Non à la dangereuse initiative pour un salaire minimum

Après un débat de huit heures, qui a vu défiler plus de 70 orateurs, le Conseil national s'est prononcé en second conseil contre l'initiative populaire du syndicat pour l'introduction d'un salaire minimum de 22 CHF/h, par 128 voix contre 59. Le Parlement et le Conseil fédéral recommandent ainsi clairement le rejet de cette initiative destructrice de places de travail.



Aucune chance pour l'accord fiscal avec la France

Grâce à l'UDC et aux autres partis bourgeois, l'accord avec la France sur la fiscalité de l'épargne, mal négocié et unilatéral, a été balayé par le Conseil national. Avec cet accord, la Suisse reprendrait de facto le droit français et permettrait au fisc français de mettre la main sur des biens situés en Suisse. Le texte fait entorse aux usages internationaux, et notamment au principe de l'imposition au domicile du défunt. Cela créerait en outre un dangereux précédent.

Ce dont nous pouvons remercier le centre :

Le Conseil des États fait de l'intégration une tâche étatique

Bien que le peuple suisse se soit nettement prononcé contre le renforcement des mesures étatiques de promotion de l'intégration, en rejetant le contre-projet indirect à l'initiative sur le renvoi, le Conseil des États a accepté un projet correspondant du Conseil fédéral sur l'intégration. Cette loi cimente d'onéreuses mesures d'intégration, sur le dos des cantons. La loi est à présent entre les mains du Conseil national.

Le Conseil national rejette une initiative justifiée concernant la restauration

Contre la volonté de l'UDC, le Conseil national a recommandé le rejet de l'initiative populaire « Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration ! », par 78 voix contre 94 et 16 abstentions. L'UDC était la seule fraction à s'être prononcée unanimement en faveur de la suppression de la discrimination fiscale du secteur de la restauration.

Corridor de 4 mètres : 280 millions CHF comme cadeau de Noël à l'Italie

Les Italiens ont de quoi se réjouir ! Malgré l'opposition de l'UDC, le Parlement a accepté de consacrer 280 millions CHF à la réalisation de lignes ferroviaires d'accès sur le territoire de notre voisine du Sud. Le fait que l'Italie n'ait aucun projet en ce sens à présenter et qu'elle n'ait guère la volonté de respecter les contrats existants ne semble pas intéresser notre généreux Parlement.



PARTICIPEZ

sur **www.immigration-massive.ch**

Comme Sandrine Ott
écrivez votre testimonial
en ligne !

«Oui à une immigration de qualité qui apporte une plus-value à la Suisse, non à une immigration de masse incontrôlée qui alourdit les charges du contribuable. Nous devons favoriser la politique de formation et de redistribution du travail.»

Sandrine Ott,
secrétaire générale UDC Vaud,
Veytaux (VD)



Nouveau!

Commandez en peu de clics la distribution de flyers dans votre commune. Payez en ligne et les flyers seront distribués dans tous les ménages de votre commune quelques jours plus tard !



recherche par numéro postal ou lieu
1684
RÉSULTAT DE RECHERCHE
1 cible trouvée **1. Indiquer le lieu**

1684 Mézières FR
282 boîtes à lettres

adresse

Vos données personnelles se
ni vendues, ni données à des
salutation*
titre
prénom*
nom*
adresse*
numéro postal*
lieu*

Maria
Bernasconi
Rue du Château
1684
Mezières

VOTRE CHARIOT

1684 Mézières FR
282 boîtes à lettres CHF 45.70

2. Confirmer le lieu et le prix total: CHF 45.70

3. Commander et payer la distribution. Fini.



COMMANDEZ
maintenant le matériel
de campagne !

- Distribuer directement des flyers grâce au **site internet**
- Commander des flyers
- affiches papier F4 (format mondial = 89,5 cm x 128 cm)
- affiches tout-temps A0 (rigides) (A0 = 84,1 cm x 118,9 cm)
- affiches papier A3 (A3 = 29,7 cm x 42 cm)
- Je suis prêt à organiser un stand d'action
- Je soutiens financièrement la campagne (PC: 60-167674-9)

(Les dons peuvent, dans une mesure limitée, être déduits des impôts cantonaux et fédéraux)

Nom/Prénom:
Adresse:
E-mail:
Tél./Natel:



A envoyer à :

Secrétariat général de l'UDC
Case postale 8252
3001 Berne
N° de Tél. 031/300'58'58
N° de fax: 031/300'58'59
E-mail: info@udc.ch